

“Contribution sur le nucléaire”

Présentée par le Groupe de Travail Ponctuel Energie

Validée au BE du 5 avril 2016

Europe Ecologie Les Verts rappelle son opposition à l'utilisation de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité, fondée sur trois arguments fondamentaux :

- Le risque, confirmé régulièrement par les responsables du contrôle de la sûreté nucléaire, d'un accident nucléaire majeur dans les centrales et usines nucléaires françaises. Accident qui peut être provoqué soit par des défaillances internes d'équipements ou d'erreurs dans la conception ou l'exploitation des installations, soit par des agressions extérieures d'origine naturelle (tremblement de terre, inondations) ou d'origine malveillante. Les points de fragilité, notamment au niveau des piscines de stockage des combustibles irradiés, sont nombreux, comme les types de menace (drones, projectiles, informatique...). Et les « incidents » qui se produisent presque quotidiennement dans les installations actuelles ne font que confirmer l'augmentation du risque avec leur vieillissement.

- La production, à toutes les étapes des industries nucléaires, de la mine (l'uranium, combustible de base des centrales nucléaires étant totalement importé, ce sont les travailleurs et les populations de pays souvent pauvres qui en subissent les conséquences), aux usines de transformation, aux réacteurs, aux piscines de stockage et au traitement des combustibles irradiés, au stockage des différents produits radioactifs issus de ces opérations de rejets dans l'environnement de substances radioactives dangereuses et l'accumulation dans des sites de stockage de déchets radioactifs dangereux pour des millénaires pour lesquels aucune méthode de gestion satisfaisante n'existe actuellement.

- L'aggravation du risque de prolifération des armes nucléaires, au niveau des Etats comme à celui d'organisations terroristes, notamment par la production de plutonium par le retraitement des combustibles irradiés.

Le mythe d'un nucléaire propre et sûr que nous avons dénoncé depuis des décennies s'est effondré avec les accidents tragiques de Tchernobyl et de Fukushima, toujours en cours et continuant à faire des victimes parmi les travailleurs et les populations et chez leurs descendants.

A son tour, le mythe d'une production d'électricité d'origine nucléaire qui serait « bon marché » et compétitive, dénoncé lui aussi tant par la Cour des comptes que par les commissions d'enquête à l'initiative des élus EELV, tant du Sénat que de l'Assemblée nationale, sur les coûts de l'électricité et ceux du nucléaire, est en train de voler en éclats.

Le texte suivant présente les éléments récents qui confirment la faillite économique, industrielle et financière du modèle nucléaire français, naguère tant vanté et toujours soutenu par les dirigeants politiques et économiques de notre pays.

Le nucléaire n'est ni une énergie bon marché, ni une énergie d'avenir

A la vue de nombreux éléments d'actualité, (un rapport accablant de la Cour des comptes, l'évidente vulnérabilité d'AREVA, les difficultés d'EDF), il paraît aujourd'hui évident que le nucléaire n'est plus une solution viable. Son coût élevé - qui devra être assumé par les contribuables d'aujourd'hui et de demain - nous rattrape à un moment inopportun et impose la transition énergétique comme une évidence. La frénésie du nucléaire, ce « dogme ancien auquel on n'aime pas toucher », nous empêche d'évoluer et de nous inscrire dans la modernité énergétique qui est déjà pourtant une réalité chez beaucoup de nos voisins et potentiels concurrents.

EDF : l'équation financière impossible

Au lendemain de la démission retentissante de son directeur financier et de sa sortie du CAC 40, la situation d'EDF apparaît désespérée. Alors que se négocie l'un des plus gros investissements de son histoire, la chute vertigineuse du cours de l'entreprise se poursuit en deçà de 10 euros : avec 150 milliards d'euros de valeur boursière perdue en

moins de dix ans, l'irresponsabilité financière nuit directement aux contribuables. Alors même que les coûts d'entretien d'un parc vieillissant et dangereux se voient multipliés par trois, le « grand carénage », estimé par l'électricien à 55 milliards d'euros sur la période 2014-2025 et destiné à améliorer la sûreté des installations coûterait selon une révision de la Cour des Comptes jusqu'à 100 milliards d'euros. Surendettée - 60 milliards d'euros selon le ministre de l'Economie - et encore fragilisée par le rachat d'une partie d'AREVA - EDF semble être laissée dans une situation financière impossible, ce qui prouve qu'une solution pérenne et responsable ne peut pas être trouvée dans le nucléaire.

Situation du nucléaire français : des constats alarmants

Entre défauts génériques, problèmes liés à des réacteurs vétustes, business model dépassé, coût élevé et rendement énergétique peu convaincant, la situation du nucléaire français n'est pas encourageante. Ce mode de production est trop incertain pour un usage industriel sécurisé. Les menaces à la sécurité sont nombreuses : danger d'une dépendance à 100% des importations d'uranium, risque terroriste, pas de bonne gestion des déchets radioactifs - autant de facteurs qui augmentent les risques d'accidents majeurs. Comme le prouve le projet d'Hinkley Point, trop cher, trop coûteux et en retard, la France est incapable d'assurer la mise en place de nucléaire neuf. La seule solution reste donc de prolonger la durée de vie d'installations déjà à bout de souffle, alors que selon l'ASN, il n'existe pas de garantie de prolongation au-delà de 40 ans. Travaux supplémentaires à prévoir donc, qui ne sont pas compris dans les 100 milliards du grand carénage. Mais le nucléaire français, c'est aussi les déboires de l'EPR d'Olkiuloto en Finlande et des retards pour le réacteur EPR de Flamanville pourtant en chantier depuis 2007. La succession interminable des jours noirs et des ratages industriels démontent une nouvelle fois la croyance du nucléaire sûr et peu coûteux.

Vision du parti :

Le nucléaire n'est plus une énergie d'avenir. Il est nécessaire d'entrer dans la transition énergétique. Une énergie de base peu modulable et peu adaptée à un marché volatile ne peut être porteuse d'avenir alors même que les ENR sont aujourd'hui concurrentielles avec un coût du MWh de 80€ pour l'éolien et 100€ pour le photovoltaïque. Il est possible de faire un choix responsable, que ce soit d'un point de vue financier ou d'un point de vue sécurité - et ce n'est pas celui du nucléaire.

Autres articles :

- http://www.liberation.fr/futurs/2016/03/07/l-equation-financiere-d-edf-est-impossible_1438005
- <http://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/021746248432-edf-le-directeur-financier-thomas-piquemal-demissionne-1204969.php>
- http://www.liberation.fr/futurs/2016/03/07/l-equation-financiere-d-edf-est-impossible_1438005